

PLAN ET MARCHÉ : LES DÉFIS DE L'ACCUMULATION À CUBA

Jérôme Leleu

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2018/2 n° 64 | pages 128 à 145

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130801887

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2018-2-page-128.htm>

Pour citer cet article :

Jérôme Leleu, « Plan et marché : les défis de l'accumulation à Cuba », *Actuel Marx*
2018/2 (n° 64), p. 128-145.

DOI 10.3917/amx.064.0128

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PLAN ET MARCHÉ : LES DÉFIS DE L'ACCUMULATION À CUBA

Par Jérôme LELEU

Les réformes économiques mises en place à Cuba depuis l'arrivée de Raúl Castro sont, par leur ampleur, inédites depuis la révolution de 1959. Le caractère inédit provient essentiellement de la place prise par le marché à travers le développement des entreprises privées et dans une moindre mesure des coopératives non agricoles (CNA). Cette nouvelle configuration nécessite une modification du rôle de l'État concernant la gestion de l'économie. En effet, Cuba, depuis 1961, a adopté une gestion planifiée de l'économie mêlée à un taux de moyens de production détenus par l'État relativement élevé¹. Le rôle du marché était peu présent malgré une augmentation depuis les années 1990, suite aux réformes mises en place dans le contexte de crise économique, conséquence de la désintégration de l'URSS et du démantèlement du Conseil d'Assistance Économique Mutuel (CAEM). Malgré le processus de réformes engagé depuis 2008, les autorités cubaines ont réaffirmé la place centrale que doit conserver la planification et la propriété d'État comme vecteur principal du développement économique et social et leur volonté de construire le socialisme. Dans ce sens, et c'est en partie l'objet de cet article, le secteur privé est soit un élément constitutif, inébranlable, du nouveau système, soit une composante temporaire, vouée à terme à la nationalisation. Dans ce cadre, le rôle de l'État quant à la gestion de l'économie doit se modifier sur deux aspects fondamentaux. Tout d'abord, le processus de planification, dont le caractère vertical et « ultra » centralisé est communément reconnu, doit devenir davantage décentralisé; le système de planification doit pouvoir intégrer les nouveaux modes de gestion (privé et coopératif). L'émergence du secteur non étatique nécessite l'établissement de politiques macroéconomiques (fiscales, bancaires...) pour « contrôler », réguler et réglementer les secteurs privé et coopératif dans le but de répondre à différents objectifs économiques, sociaux et politiques.

Nous nous bornerons ici aux objectifs économiques avec comme base l'accumulation nationale et plus précisément l'accumulation du secteur d'État. Nous partirons de l'hypothèse que la volonté des autorités cubaines

1. Après les nationalisations de toutes les petites entreprises et commerces en 1968, Cuba devient le pays dont le taux de moyens de production détenus par l'État est le plus élevé.

est de poursuivre la construction du socialisme², et que la coexistence « pacifique » entre un secteur d'État « socialiste » et un secteur privé « capitaliste » n'est pas viable à terme. Ceci implique que l'accumulation du secteur d'État dans l'objectif de son développement en efficience (à court terme) et en taille (à long terme) est une condition de sa survie et donc de la poursuite du processus de construction socialiste. À ce titre, le processus d'« actualisation du modèle économique cubain », tel qu'il est nommé, peut être mis en parallèle avec la Nouvelle Politique Économique (NEP) en URSS mise en place au début des années 1920, dans le sens ou le projet socialiste et la planification comme « moteur » du développement économique et social cubain sont toujours mis en avant.

Une réflexion sur l'interaction entre le Plan (et le secteur d'État dans son ensemble) et le secteur non étatique doit être érigée, approfondie. En particulier, la question de l'accumulation du secteur d'État qui depuis le début de la révolution cubaine est essentiellement basée sur l'accapement d'un surproduit provenant de l'extérieur. En effet, le développement du secteur non étatique à Cuba permet potentiellement à l'État de disposer d'une nouvelle source d'accumulation et donc de développement. La rentabilité des entreprises d'État étant faible depuis la révolution, elles participent insuffisamment au fonds d'accumulation. Le développement d'un secteur privé plus dynamique que le secteur étatique (à ce moment historique déterminé), capable de dégager un surproduit plus important que les entreprises du secteur d'État, doit, à travers les politiques macroéconomiques citées plus haut, servir l'accumulation du secteur d'État afin de le rendre plus efficient. En effet, la concurrence entre le secteur d'État et le secteur non étatique pourrait entraîner à terme la disparition du premier. Celui-ci doit se servir du secteur privé en s'accaparant de manière optimale une partie de son surproduit, afin d'accroître sa productivité et sa rentabilité.

Quelles sont les conséquences engendrées par le processus de réformes actuel quant au rôle de l'État dans la gestion de l'économie? En quoi et pourquoi l'accumulation sur la base du secteur non étatique doit être perçue comme stratégique? Telles sont les questions que nous essaierons de développer ici.

Nous présenterons tout d'abord certaines des visions théoriques portant sur le processus de réformes actuel à Cuba et nous expliquerons le choix de nos concepts et de nos hypothèses. Nous mettrons ensuite en évidence les principales évolutions actuelles et la nécessité d'un ajustement du rôle de l'État dans la gestion de l'économie. Pour finir, nous développerons l'idée que l'accumulation d'État sur la base du secteur non étatique

2. Cette hypothèse fait abstraction du caractère de classe de la formation sociale cubaine.

est une nécessité fondamentale et qui mérite d'être réfléchi et élaborée de manière stratégique.

SOCIALISME ET MARCHÉ : UNE COHABITATION NÉCESSAIREMENT TEMPORAIRE

Réfléchir au modèle économique le plus conforme au devenir de Cuba relève évidemment d'a priori idéologique reposant soit sur des constatations empiriques soit sur des postulats théoriques, ou les deux. Les positions préconisant l'établissement d'une économie de marché, défendues en particulier par de nombreux cubanologues étatsuniens dont Carmelo Mesa Lago ou Jorge Pérez-López supposent l'inefficacité du secteur productif d'État cubain depuis le début de la révolution. Est notamment pris pour exemple le secteur privé agricole, dont les résultats économiques sont bien meilleurs que ceux des fermes d'État ou des coopératives très contrôlées par l'État, comme les Unités Basiques de Production Cooperatives (UBPC).

Du côté des autorités, nous pouvons dire que la définition du socialisme reste relativement floue, que ce soit dans les propos des dirigeants cubains, les textes officiels ou dans les écrits de certains économistes cubains. Notre analyse rentre donc dans le cadre de l'économie politique du socialisme ou de la transition vers le socialisme.

L'économie politique du socialisme a déjà mûrement réfléchi à la présence des catégories marchandes dans les économies de transition, à leur nécessité, et à l'octroi temporaire d'un espace pour l'économie privée³. Les catégories marchandes (également utilisées au sein du secteur nationalisé) et une part des moyens de production privatisés seraient nécessaires au sein des formations sociales en transition tant que les forces productives ne sont pas suffisamment développées. Effectivement, à ce stade historique précis, le secteur productif d'État et la planification économique ne peuvent être assez efficaces pour engendrer un développement économique et social suffisamment élevé. La coexistence entre un secteur d'État nationalisé (ou socialisé) et un secteur privé est donc envisagée comme temporaire, les moyens de production devant être à terme entièrement socialisés. Or, dans les discours politiques et les textes officiels⁴ émanant des autorités cubaines, cette notion de période transitoire est absente. L'émergence du secteur non étatique (privé et coopératif) n'est pas présentée comme un repli provisoire et l'on peut sous-entendre qu'une coexistence *ad vitam aeternam* est proposée voire inévitable. Cependant, si les autorités cubaines présentaient l'ouverture au secteur privé comme temporaire, une partie de

3. Bettelheim Charles, *La Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspéro, 1968.

4. En particulier, les *Lineamientos económicos y sociales del partido y la Revolución*, approuvés lors du VI^e congrès du PCC d'avril 2011 et censés guider le processus de réformes en cours.

la population cubaine et les investisseurs nationaux et étrangers seraient inquiets, et cela freinerait le développement du secteur privé⁵.

Une frange non négligeable d'économistes cubains tels Omar Everleny ou Ricardo Torres ont un discours relativement ambigu sur le modèle qui prévaudrait à leurs yeux pour Cuba. Très critiques vis-à-vis du secteur productif d'État – leurs liens avec certains cubanologues étatsuniens sont d'ailleurs patents – ils souhaitent un accroissement plus important du secteur privé au détriment du secteur d'État. Là aussi, aucune réflexion sur l'existence temporaire du secteur privé et sur la transition socialiste n'est ébauchée, le socialisme se réduisant à la redistribution des richesses et à une certaine justice sociale. Ils préconisent d'ailleurs une coexistence entre un secteur d'État et un secteur privé en prenant comme exemple la Chine ou le Viêt Nam⁶.

À côté de cela, peu d'économistes cubains (et aussi étrangers) mettent en évidence le caractère temporaire, historiquement déterminé, de la cohabitation entre secteur d'État « socialiste » et secteur privé. Un des seuls à avoir ce type de raisonnement est l'économiste et ancien ministre de l'économie et de la planification (de 1995 à 2009) de l'île, José Luis Rodríguez. Selon lui, l'existence et le développement des relations marchandes à Cuba répond du caractère peu développé des forces productives cubaines, ce qui implicitement nous renvoie au caractère transitoire de l'existence du secteur privé lors de la phase de construction du socialisme⁷.

Par rapport à toutes ces positions, notre hypothèse est que la coexistence « pacifique » entre un secteur d'État « socialiste » et un secteur privé (relativement développé) n'est pas tenable à terme. Nous prendrons comme référence théorique les travaux d'Eugène Préobrajensky, en particulier *La Nouvelle Économique* publiée en 1926 en URSS et qui présentait les défis de l'économie d'État et du socialisme dans le contexte de l'existence relativement importante d'une petite économie marchande et d'un secteur capitaliste durant la NEP. En effet, les objectifs ultimes des deux secteurs sont distincts : satisfaction des besoins sociaux de la population pour le secteur d'État théoriquement socialisé et le secteur planifié, profits « individuels » pour les entreprises privées. Dans ces conditions et suivant l'importance de l'économie privée, « la répartition des personnes et des instruments de production ne peut être pleinement rationalisée et subordonnée à la seule tâche de satisfaire aux besoins de la société⁸ ».

5. Notons qu'en URSS, la NEP était présentée explicitement comme temporaire et les débats étaient vifs concernant les modalités des relations entre secteur d'État et secteur privé. Les échanges entre Boukharine et Préobrajensky dans la Pravda le montrent très bien.

6. Brundenius Claes, Torres Ricardo (dir.), *No More Free Lunch: Reflections on the Cuban Economic Reform Process and Challenges for Transformation*, Cham, Springer, 2014.

7. Rodríguez José Luis, « Cuba no se está proponiendo un socialismo de mercado », *La Jornada*, 21 novembre 2014 (en ligne).

8. Préobrajensky Eugène, *La Nouvelle Économique*, Paris, EDI, 1966.

L'existence et l'importance plus ou moins grande de l'économie privée (petite production marchande et production capitaliste) sont liées au degré de développement des forces productives⁹ et, surtout, à la faible efficacité du secteur d'État (réelle ou potentielle) qui ne peut pas assurer son développement par ses propres forces. Le fait qu'à ce moment historique déterminé le secteur d'État soit moins productif et efficace que le secteur privé, implique une concurrence, une lutte pour la survie entre les deux secteurs. En effet, tout d'abord, l'objectif du secteur d'État « socialiste » doit être, à terme – afin que la production, de manière générale, vise à la satisfaction des besoins de la société – l'accapement de l'ensemble des moyens de production. Or, si celui-ci n'arrive pas à atteindre un degré d'efficacité suffisant, c'est-à-dire que le secteur privé gagne la bataille économique, il est voué à disparaître car la lutte économique a pour corollaire la lutte idéologique et politique.

La prise en compte de cette dichotomie, de la contradiction fondamentale qui existe au sein d'une formation sociale dans laquelle cohabitent un secteur d'État « socialiste » et un secteur privé est primordiale; d'une part pour analyser et appréhender la formation sociale en question et les rapports entre les deux secteurs et d'autre part pour définir les stratégies politiques et économiques de court terme et de long terme de l'État.

La croyance en une coexistence pacifique entre les deux secteurs relève donc d'un fétichisme, qui peut être juridique, ou nationaliste, à moins... qu'il s'agisse d'une façon dissimulée pour certains auteurs de souhaiter une restauration capitaliste:

Se représenter la lutte menée sous différentes formes contre l'économie privée, y compris la forme d'une collaboration forcée avec le capitalisme, comme une « légende dorée » pacifique, cela signifie bavarder à la surface des phénomènes et substituer le philistinisme au marxisme révolutionnaire dans le domaine de l'investigation scientifique¹⁰.

Les deux concepts principaux que nous utiliserons ici seront celui d'accumulation et celui de surproduit. Il est vrai que ces deux notions sont peu utilisées de nos jours dans les travaux économiques. Cela peut s'expliquer par le fait qu'elles étaient l'apanage de nombreux auteurs marxistes ou marxisants, et que ce courant de pensée a vu sa place et son influence diminuer depuis environ trois décennies.

9. Bettelheim Charles, *La Transition vers l'économie socialiste*, op. cit.

10. Préobrajensky Eugène, *La Nouvelle Économie*, op. cit., p. 70.

Le surproduit d'une formation sociale donnée est le stock de produits (pour une économie primitive) ou de valeur (pour une économie monétarisée) qui n'est pas consommé durant le cycle de production. Le surproduit a deux fonctions fondamentales, satisfaire d'autres besoins de consommation (actuels ou différés) et entretenir et développer le processus de production. Le surproduit du mode de production capitaliste est ce que Marx a appelé *plus-value*, c'est-à-dire la différence entre la valeur de la production et les salaires, le travail étant seul créateur de valeur. L'appropriation du surproduit (*plus-value*) étant privée, l'utilisation de l'ensemble du surproduit ne peut se faire de manière rationnelle et donc avoir comme objectif et possibilité de satisfaire les besoins sociaux de la société.

Au sein d'une formation sociale où la gestion du processus de développement économique se réalise de manière planifiée et où les moyens de production (totaux ou principaux) sont nationalisés ou socialisés, le surproduit peut, en théorie, être utilisé de manière rationnelle. Il est destiné à alimenter deux fonds spécifiques: le fonds de consommation collective (système d'éducation et de santé, subventions diverses...) et le fonds d'accumulation qui doit servir à la reproduction simple et à la reproduction élargie du système productif (c'est-à-dire aux investissements de remplacement et aux investissements de productivité).

Une réflexion se basant sur les concepts de surproduit et d'accumulation n'est donc pas anachronique et est même souhaitable. En effet, c'est par l'accumulation et donc par la création de surproduit que passe le développement économique, l'industrialisation, le progrès technique, l'amélioration des processus de production... qui sont indispensables aujourd'hui pour l'ensemble des formations sociales. En particulier pour les pays en développement dont Cuba fait partie.

L'ACTUALISATION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE CUBAIN ET LES NÉCESSITÉS D'UN AJUSTEMENT DU RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA GESTION DE L'ÉCONOMIE

Le secteur d'État a très vite pris une place très importante au sein de l'économie cubaine après la révolution de 1959 et en particulier à partir de 1968, le secteur privé étant réduit seulement à une portion du secteur agricole très encadrée par la politique commerciale de l'État. Les entreprises étatiques peuvent être caractérisées par leur faible efficacité tout au long de l'histoire économique cubaine depuis la révolution. Cette faiblesse accroît potentiellement l'inévitable dépendance extérieure de l'île: durant les années 1970 et 1980, ce sont les subventions sur les prix et les crédits octroyés par l'URSS qui permettaient de financer une partie importante de l'accumulation (donc par l'accaparement d'un surproduit provenant de l'étranger).

Depuis les réformes ouvrant la place à plus de marché en 1993¹¹ (suite à la désintégration de l'URSS qui entraîna une grave crise économique sur l'île¹²) et les premières réformes de l'« ère » Raúl Castro, nous avons, sans ici rentrer dans les détails, un secteur privé qui se développe à la périphérie du secteur d'État, sans que ce dernier ne diminue outre mesure¹³. Ce secteur privé (hors IDE) resta longtemps peu productif et peu intensif en capital et, jusqu'en 2011, les entreprises à compte propre ne pouvaient avoir de salariés privés, ce qui limitait leur développement et les possibilités d'accumulation de ce secteur. Bien que le processus d'actualisation du système économique cubain ait encore pour objectif de décentraliser les décisions des unités économiques étatiques, à travers par exemple la création d'entreprises ou de consortiums d'entreprises moins dépendantes des ministères, l'accent mis sur le développement d'entités non étatiques est beaucoup plus important que dans les années 1990 et est sans précédent au cours de l'histoire cubaine. Tout d'abord, la possibilité, depuis 2011, pour les petites entreprises privées¹⁴ d'embaucher des salariés, sans limite quantitative¹⁵, permettrait à priori le développement d'un secteur privé plus important à travers un réseau de petites et moyennes entreprises capables d'être relativement plus productives et de dégager un surproduit plus important, dont une partie reviendrait à l'État par exemple sous forme d'impôt. Nous y reviendrons.

Le nombre de travailleurs à compte propre a fortement augmenté depuis 2010 en raison notamment de l'autorisation de nouvelles activités, de la possibilité d'engager des « salariés¹⁶ » et de l'octroi d'une couverture sociale (Graphique 1).

11. Par exemple l'autorisation plus large du travail à compte propre, TCP (autoentrepreneur), la réouverture de marchés « libres » agricoles et artisanaux...

12. Le PIB a chuté de 34,8 % entre 1989 et 1993 (Herrera, 2006).

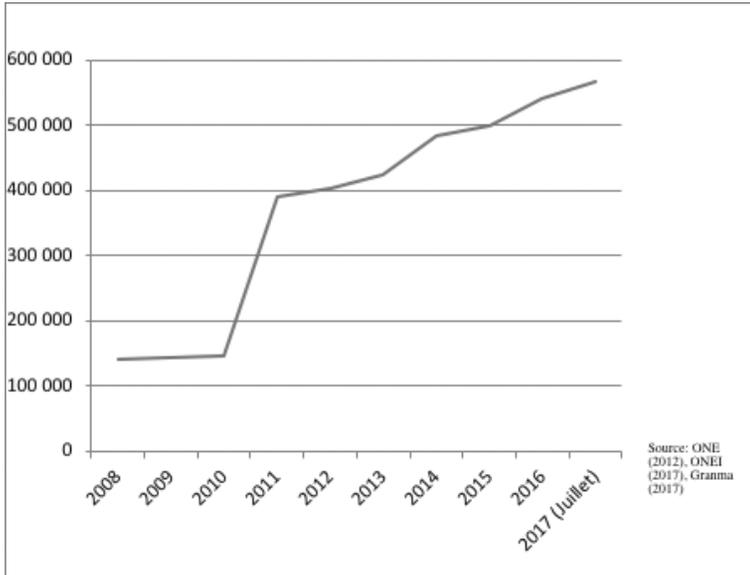
13. Bien qu'une partie du secteur d'État ne soit plus fonctionnel suite à la chute de l'URSS et au démantèlement du CAEM. La création des UBPC en remplacement d'une grande partie des fermes d'État en 1994 peut s'apparenter à une diminution du secteur d'État agricole, mais en réalité, les UBPC ont peu d'autonomie et restent très dépendantes du système commercial de l'État. À partir de 2007, un processus d'octroi en usufruit de terres agricoles appartenant à l'État s'est mis en œuvre et peut contredire notre affirmation, bien que ces terres agricoles ne fussent pas, en grande majorité, cultivées.

14. Le terme « entreprises privées » n'était généralement pas utilisé à Cuba jusqu'à récemment. Certains textes approuvés lors du VII^e congrès du PCC en avril 2016 les mentionnent et annoncent probablement une réforme du statut juridique des travailleurs à compte propre qui n'ont pas encore de personnalité morale.

15. Bien que le système d'imposition sur la main-d'œuvre soit progressif et décourage plutôt d'embaucher un trop grand nombre de salariés.

16. Ceux-ci ont aussi le statut juridique de TCP, mais ils sont de fait des salariés. Cela est important à souligner, et témoigne de la nécessité de bien différencier les rapports de production juridiques des rapports de production effectifs. Ils représentent plus de 20 % des TCP.

Graphique 1 : nombre de travailleurs à compte propre à Cuba



La réduction importante du nombre de travailleurs jugés excédentaires dans le secteur d'État (tableau 1) débutée en 2010 a pour objectif de rendre plus efficaces certaines entreprises et administrations d'État mais aussi d'alimenter le secteur non étatique en émergence.

Tableau 1 : Répartition de la population active occupée (PAO) selon la catégorie de l'emploi (en % de la PAO totale)

	2006	2010	2013	2014	2015	2016
Secteur d'État	81,8	83,8	73,7	72,3	73,4	71
Secteur non étatique	18,2	16,2	26,3	27,7	26,6	28,9
Dont UBPC et CPA ¹⁷ (et CNA à partir de 2013)	5,4	4,4	4,6	4,7	4,1	4,1
Dont agriculteurs privés, usufruitiers et CCS ¹⁸ +	12,8	11,8	21,6	23	22,5	24,8
Travailleurs à compte propre						

Source: Mesa Lago (2013) et calcul de l'auteur d'après ONEI (2017)

17. Coopératives de production agricole, créées en 1975, elles sont le fruit de la mise en commun des moyens de production par des agriculteurs privés.

18. Coopératives de crédits et de services, créées en 1960, elles permettent à des agriculteurs privés de se rassembler pour obtenir des prêts et du matériel qu'ils utiliseront en commun.

C'est à partir de 2013 que les autorités ont consenti à revenir partiellement sur les nationalisations de 1968, en installant un processus de modification du système de gestion des entreprises de services (restaurants, cafétérias, salons de coiffure...). Certains de ces établissements d'État sont passés progressivement à une structure coopérative (coopératives non agricoles ou CNA) (Tableau 2) ou d'entreprises privées, le foncier restant propriété de l'État ainsi qu'une partie du matériel de production qui peut être vendu dans certains cas aux travailleurs. Ce dernier processus, stoppé aujourd'hui, avait pour objectif de libérer les forces productives dans ce secteur et de dégager l'État de la gestion d'un ample secteur divisé en de multiples petits établissements¹⁹.

Tableau 2 : Nombre de CNA à Cuba

2013	198
2014	345
2015	367
2016	397
2017 (septembre)	440

Source: ONEI, 2017

Les possibilités d'accumulation sont également très importantes dans le secteur agricole. Sachant que celui-ci ne pèse qu'environ 3 à 4 % du PIB et que 30 à 50 % des terres agricoles détenues par l'État ne sont pas cultivées, les potentialités sont énormes, au vu également de la faible productivité du secteur en général, surtout des fermes d'État et des UBPC. Le processus d'octroi de terres non cultivées en usufruit à des agriculteurs individuels ou à des coopératives est à ce titre encourageant, bien que les résultats ne soient pas à la hauteur pour le moment du fait de certaines contraintes²⁰. La volonté des autorités d'attirer des capitaux étrangers dans l'agriculture pourrait accroître la technicité du secteur dans son ensemble²¹.

19. Il faut noter que le gouvernement cubain a suspendu à l'été 2017 l'approbation de nouvelles CNA ainsi que l'octroi de licence pour un certain nombre d'activités du secteur à compte propre.

20. Mesa Lago Carmelo, *Cuba en la era de Raúl Castro*, Madrid, Colibrí, 2013.

21. Le développement du secteur agricole est important à deux titres. Pour l'exportation (sucre, café, tabac, fruits tropicaux...) mais aussi pour le marché interne dans une optique de substitution des importations, car Cuba importe 70 % de ses besoins alimentaires. Défi on ne peut plus important en vue de l'unification monétaire.

Tableau 3 : Répartition de la surface agricole selon le type de propriété (en %, années variées)

	1989	1996	2007	2014	2015	2016
Fermes d'État	82	34,1	35,8	30,9	30,3	30,7
UBPC	/	42	36,9	25,5	25,5	24,5
CPA	8	9,5	8,8	8,1	8,3	8,1
CCS	7	10,9	18,5	35,5	35,9	36,7
Agriculteurs privés	3	3,4				

Source : Nova Gonzalez (2006, 2013) d'après ONE (1996, 2009) et AEC (1989), Calcul de l'auteur d'après ONEI, (2017)

Le développement du secteur privé et coopératif est également important pour accroître le surproduit créé nationalement et donc réduire la dépendance extérieure. En effet, depuis les années 1990 et la chute de l'URSS, les sources les plus importantes de surproduit proviennent toujours de l'étranger. Quelles sont-elles ? On peut les énumérer rapidement : le tourisme et les transferts d'argent depuis l'étranger (*remesas*) provenant des citoyens résidant à l'étranger et ne dépensant qu'une partie de leur revenu - et donc de la valeur qu'ils ont créée, les échanges commerciaux favorables avec le Venezuela (les IDE, surtout grâce au système de rémunération des travailleurs cubains²²) l'envoi de médecins et coopérants à l'étranger²³...

Le système de change cubain génère également des avantages, en particulier concernant le prix des importations. Bien que le peso cubain (CUP) ne soit pas convertible sur les marchés internationaux, il l'est indirectement, puisqu'il suffit pour une entreprise cubaine de changer ses CUP en pesos convertibles (CUC) au taux de 1 pour 1 pour pouvoir ensuite réaliser des transactions internationales. Ici aussi, ce taux de change permet à Cuba de voir réduire ses factures d'importation, bien qu'elle ait eu un déficit commercial croissant depuis les années 1990 mais qui s'est transformé en excédent (pour la balance des biens et services) depuis quelques années. Tout d'abord, on peut penser que le CUC est surévalué du fait qu'il soit à parité avec le dollar. D'un autre côté, le CUP qui sert aux entreprises

22. Les salariés cubains de ces entreprises ne sont pas embauchés directement par l'entreprise mixte ou étrangère mais par l'agence d'emploi d'État. Les entreprises étrangères versent les salaires, en général relativement élevés, directement à l'agence d'emploi, en peso convertible (CUC). Cette dernière, reverse aux employés deux pesos cubains (CUP) pour un CUC reçu. Sachant que le taux semi-officiel (pour la population) est de 1CUC pour 24/25 CUP, la somme restant au budget de l'État peut être très importante. Si l'entreprise étrangère verse 1000 CUC pour un salarié et que l'agence d'État reverse 2000 CUP à celui-ci, c'est-à-dire 80 CUC, au taux semi-officiel, c'est 920 CUC qui reviennent au budget de l'État. Il faut cependant ajouter que le taux officiel, c'est-à-dire le taux pour les entreprises et les comptes publics, est de 1CUP pour 1CUC.

23. C'est aujourd'hui la plus grande source de devises de l'État cubain, 5,1 milliards de dollars en 2012 et 9,9 milliards en 2014. Voir Direction générale du Trésor, Ambassade de France à Cuba, « La lettre de veille économique de Cuba », *Publications des services économiques*, n° 4, juillet-décembre 2015. Les difficultés économiques du Venezuela, principal receveur de cette main-d'œuvre, ont fait chuter les revenus de ce secteur exportateur depuis 2015.

essentiellement non connectées aux marchés extérieurs, généralement peu productives et peu efficaces, reflète encore moins le dynamisme du marché interne cubain. Mais ces entreprises et administrations peuvent donc avec 1 CUP obtenir 1 dollar de marchandise internationale²⁴. Bien que cette dualité monétaire procure des effets bénéfiques sur certains points, elle comporte aussi des inconvénients, par exemple dans le fait que la banque centrale doit émettre deux monnaies, ce qui accroît doublement les difficultés²⁵. Le taux de change surévalué peut être aussi un frein au développement des exportations.

L'émergence d'un secteur non étatique à Cuba nécessite donc de trouver les moyens adéquats pour le secteur d'État de s'approprier une partie du surproduit des activités privées et coopératives sans les brider sur le court et moyen terme. Cela passe par l'élaboration et l'amélioration de politiques macroéconomiques²⁶.

Or plus le secteur privé est important au sein d'une formation sociale, moins le système de planification peut avoir une emprise réelle sur le fonctionnement et le développement du système économique global. En effet, les unités économiques du secteur non étatique ne peuvent être soumises de la même manière que les entreprises d'État aux indicateurs directifs émis par le Plan de l'économie nationale. Cela ne signifie pas que les besoins d'intrants, les besoins financiers et la production, les salaires des travailleurs à compte propre et des coopératives non agricoles ne soient pas inclus dans le Plan, mais ils ne pourront l'être que sous forme de prévision, de conjoncture. En ce sens, le plan perd irrémédiablement une partie de son caractère impératif mais également une partie de son caractère directeur. Le système économique ne peut pas se développer de manière intégrale selon la volonté du Plan. Cela ne signifie pas nécessairement que le Plan perde complètement son rôle directeur, mais le système de planification doit être révisé en fonction de ces nouvelles modalités.

D'une part, afin de réaliser des prévisions les plus exactes possibles, le système de contrôle et d'élaboration statistique doit être perfectionné; ceci est en cours aujourd'hui avec le renforcement du rôle de l'ONEI, le bureau national de la statistique. En effet, pouvoir connaître de manière efficace la demande et l'offre du secteur non étatique, entre autres, est fondamental afin d'ajuster et coordonner les plans de production, de

24. On notera toutefois que les entreprises ou unités subventionnées n'ont pas une totale liberté d'importer et d'exporter. Elles sont liées à ce que fixe le plan annuel de l'économie nationale, et ne peuvent modifier ce qu'il prescrit sans obtenir l'autorisation d'une ou plusieurs organisations et administrations centrales de l'État (OACE).

25. Un processus d'unification monétaire a été annoncé par les autorités cubaines en novembre 2013. Celui-ci devrait se faire très progressivement (avec pour monnaie le peso cubain) et n'est pas sans risque. La plupart des analystes pensent qu'un taux intermédiaire entre le taux officiel et le taux semi-officiel devra être mis en place. Si pour un dollar (un CUC aujourd'hui) il faut 8 CUP, cela multiplie le coût des importations par 8 (toutes choses égales par ailleurs). Ce sujet mériterait une analyse plus complète, qui n'entre pas dans notre propos ici.

26. Fernandez Estrada Oscar *et al.*, « La dirección planificada de la economía », in García Rabelo Margarita et Hidalgo de Los Santos Vilma (dir.), *Modelo económico y social cubano : nociones generales*, La Havane, Editorial UH, 2013.

salaires, d'investissement... du secteur d'État. D'autre part, comme cela est le cas pour les agriculteurs privés depuis le début de la révolution, les acteurs du secteur non étatique doivent être le plus possible intégrés au secteur commercial de l'État, que ce soit de gros ou de détail. Ici, les progrès se font attendre, les marchés de gros se font rares bien qu'ils soient en augmentation. La réforme des entreprises d'État vise justement, en partie, à développer l'offre étatique de gros afin de satisfaire la demande du secteur non étatique. Cette intégration permettrait bien sûr de connaître plus facilement les besoins et la production des TCP et CNA mais peut aussi faciliter leur dépendance vis-à-vis de l'État, qui pourrait davantage développer son rôle afin d'influer sur le développement de certaines productions par l'établissement et le renforcement de politiques macroéconomiques classiques ; c'est-à-dire une politique fiscale, bancaire et de prix.

L'impôt à Cuba est dans une certaine mesure récent. En effet, jusqu'en 1993 et l'adoption des nouvelles lois sur le travail à compte propre (bénéficiaire d'une autorisation plus large que celle des années 1970) et sur les IDE, il ne concernait que les entreprises d'État (donc un transfert de fonds d'une entité étatique vers une autre). Concernant les agriculteurs privés, l'imposition était davantage indirecte à travers le système de prix de l'ACOPIO, organisme de collecte et de distribution de l'État qui achetait à bas coût les produits agricoles. L'impôt doit donc être à ce titre un moyen d'incitation ou non du développement de ces entreprises à travers des exonérations, des allègements, des impôts différenciés selon les secteurs ou la taille des entreprises. Ce type de régulation pourrait être plus efficace qu'une liste trop restrictive d'activités privées autorisées, comme c'est le cas aujourd'hui²⁷.

Le système de crédit s'est réellement développé à partir de 2011 à destination des entités non étatiques (travail à compte propre, coopératives non agricoles, paysans usufruitiers, construction privée de logement). Les potentialités à ce niveau sont très importantes, ce qui résulte du fait que le développement significatif des travailleurs à compte propre et des coopératives non agricoles depuis 2011 fut largement indépendant du développement du crédit. En effet, en septembre 2014, sur 378 000 crédits distribués depuis 2011 pour un montant total de 3 milliards 231 millions de pesos (CUP), moins de 2 % l'ont été pour les travailleurs à compte propre et pour les coopératives non agricoles. 35 % furent à destination des petits agriculteurs et 63 % à la construction privée de logement²⁸. De 2011 à juillet 2015, seulement 2 842 TCP eurent accès à un crédit bancaire étatique²⁹.

27. 201 activités au maximum ont été autorisées. Une réorganisation des activités a été décidée à l'été 2017, entraînant des fusions de licences pour des activités relativement proches, qui a de fait réduit le nombre d'activités autorisées.

28. *Granma*, 1^{er} décembre 2014.

29. *Granma*, 2 septembre 2015.

L'expansion du secteur non étatique et par conséquent l'ouverture d'un groupe significatif d'entreprises depuis 2010 jusqu'à aujourd'hui, a impliqué la réalisation de nombreux investissements à partir d'un certain montant de capital, sans que les institutions bancaires soient seulement intervenues dans ce processus³⁰.

Le développement de ce secteur a donc été réalisé sur les fonds disponibles de la population, pour des activités réduites, peu intensives en capital. On peut aussi penser que les transferts d'argent depuis l'étranger (*remesas*) ont certainement joué, et jouent encore, un rôle important dans ce processus. Afin de fluidifier l'offre et d'augmenter la demande de crédit de la part des TCP, les autorités cubaines ont relativement flexibilisé l'octroi de crédit depuis septembre 2015. Ainsi, entre autres simplifications, les documents requis pour souscrire un crédit sont diminués, ainsi que l'apport minimal, qui est passé de 3000 à 1000 pesos³¹.

L'intérêt du système de crédit se trouve dans l'incitation et l'orientation des productions du secteur non étatique. En effet, des taux d'intérêt différenciés peuvent être mis en place en fonction des intérêts productifs du pays défini par l'État et le ministère de l'économie et de la planification (MEP). Une politique des prix appropriée vis-à-vis des échanges avec le secteur non étatique revêt également un caractère fondamental dans l'objectif d'encouragement / découragement de certaines productions et d'intégration au Plan :

D'un autre côté, il est parfaitement évident que la politique des prix de l'État en tant que principal acheteur peut exercer l'influence la plus profonde sur la distribution des forces productives dans l'économie paysanne, en encourageant certaines cultures au détriment d'autres cultures, et en introduisant des éléments de plan dans la répartition territoriale des cultures de l'économie paysanne³².

Ce système de prix a longtemps été caractérisé par sa faiblesse vis-à-vis du secteur agricole privé, non qu'il n'ait pas servi l'accumulation, mais du fait de prix qui ont été souvent trop bas, voire inférieurs au coût de

30. Leon Mundul Jessica, Pajon Espina David, « Emprendimientos y política crediticia en el modelo económico cubano », in Everlery Perez Omar et Torres Ricardo (dir.), *Cuba : la ruta necesaria del cambio económico*, La Havane, Ciencias Sociales, 2013.

31. Castro Morales Yudi, « Puentes crediticios hacia el sector no estatal », *Granma*, 5 octobre 2015 (en ligne).

32. Préobrajensky Eugène, *La Nouvelle Économique*, op. cit., p. 240.

production des exploitations agricoles³³, ce qui eut globalement un effet décourageant sur l'effort de travail, et entraîna un détournement des ressources hors du secteur d'État. Ces politiques macroéconomiques, outre leur rôle d'orientation pour le développement du secteur non étatique et donc de l'économie nationale dans son ensemble, doivent servir également de source de revenu pour l'État, c'est-à-dire financer le budget et donc l'accumulation du secteur d'État.

LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ COMME NOUVELLE SOURCE D'ACCUMULATION DU SECTEUR D'ÉTAT ?

Si le secteur d'État ne gagne pas la bataille économique, il risque de la perdre sur le terrain idéologique puis politique, ce qui peut le conduire à disparaître dans sa forme actuelle.

Pour remporter la victoire par cette voie (la lutte concurrentielle), il manque aux entreprises d'État cette chose importante que possédaient les entreprises capitalistes en lutte avec l'artisanat : elles n'ont pas de supériorité économique et technique individuelle sur les entreprises de la forme historique inférieure³⁴.

Le développement d'un secteur non étatique basé sur des relations marchandes entraîne inévitablement la formation d'une couche sociale dont les valeurs ne sont pas celles défendues par les autorités cubaines, et il peut à terme conduire à un risque systémique, comme le signale Oscar Fernández :

Cependant [...] on favorise la progression relative d'une classe sociale de nature intrinsèquement antisystémique, ainsi que la consécration de relations d'échange marchand marquées par l'intérêt matériel [...], ce qui entraîne de potentiels risques de restauration capitaliste à moyen terme³⁵.

Mais l'efficacité des entreprises d'État – surtout celles liées au marché interne – reste relativement faible, et ne permet pas d'optimiser l'accumulation interne. La baisse du salaire réel n'étant pas imaginable³⁶ compte

33. En ce sens, depuis quelques années, certains prix payés par l'ACOPIO aux exploitants agricoles ont augmenté comme pour le lait et la viande. Voir Nova Gonzalez Armando, *El modelo agrícola en Cuba y las lineamientos de la política económica y social*, La Havane, Ciencias Sociales, 2013. D'autres augmentations ont eu lieu le 1^{er} juin 2015 sur des produits comme le café ou le maïs.

34. Préobrajensky Eugène, *La Nouvelle Économique*, op. cit., p. 185.

35. Fernández Estrada Oscar, « El modelo de funcionamiento económico en Cuba y sus transformaciones : Seis ejes articuladoras por su análisis », *Observatorio de la Economía Latinoamericana*, n° 154, août 2011, p. 9.

36. Au cours des années 1930 en URSS, la dernière période de la NEP a fait reposer la forte industrialisation et une accumulation importante sur une exploitation intensive de la classe ouvrière. Le salaire réel moyen en 1937 se situait aux environs de 56 à 60 % du niveau de 1928, et la politique policière et de terreur avait en partie pour objectif de mettre au pas les travailleurs. Voir Bettelheim Charles, *Les Luttes de classes en URSS : 3ème période 1930-1941, les dominés*, Paris, Seuil/Maspero, 1982.

tenu de son niveau déjà très bas (il n'a à ce jour toujours pas retrouvé son niveau de 1989), et la volonté de décentralisation des décisions et d'autonomisation des entreprises n'ayant jamais eu les succès escomptés depuis les années 1970, la diminution du secteur d'État au profit d'un secteur non étatique est nécessaire, et elle est mise en œuvre dans le cadre du processus d'actualisation du modèle économique et social cubain. L'accaparement d'un surproduit suffisant au sein du secteur d'État n'étant pas assez important et ne pouvant l'être à court terme, le secteur privé doit donc jouer temporairement un rôle dans l'accroissement des forces productives de son propre secteur (voué à être nationalisé à terme), et dans le financement de l'accumulation du secteur d'État auquel il devra reverser une partie de son surproduit à travers différents mécanismes. L'émergence d'un secteur non étatique à Cuba nécessite donc de trouver les moyens adéquats pour le secteur d'État de s'aliéner une partie du surproduit du secteur non étatique sans le brider sur le court et le moyen terme. Ces moyens doivent relever d'une stratégie globale, afin d'assurer la survie et le développement des moyens de production et des rapports de production socialistes :

142

Pendant la période d'accumulation socialiste primitive, l'économie d'État ne peut se passer de l'aliénation d'une partie du surproduit des campagnes et de l'artisanat, et enfin de prélèvement sur l'accumulation capitaliste au profit de l'accumulation socialiste³⁷.

Avec l'accumulation socialiste primitive, Préobrajensky se réfère à « l'accumulation entre les mains de l'État de ressources matérielles tirées principalement ou simultanément de sources situées en dehors du complexe de l'économie d'État »³⁸. Il existe différents moyens possibles pour s'accaparer ce surproduit. Ces moyens relèvent des instruments de politique macroéconomique étudiés précédemment : l'impôt, le crédit, et la politique de prix.

L'imposition des formes non socialistes doit non seulement se produire inévitablement durant la période d'accumulation socialiste primitive mais elle doit inévitablement acquérir un rôle immense³⁹.

Acquérir un rôle immense ne signifie pas s'y prendre aveuglément. Que ce soit pour l'imposition ou pour les autres instruments, la stratégie

37. Préobrajensky Eugène, *La Nouvelle Économie*, op. cit., p. 139.

38. *Ibidem*, p. 134.

39. *Ibidem*, p. 138.

politique de long terme doit identifier les secteurs productifs ou commerciaux privés qui pourront croître de manière plus importante que d'autres et ajuster les taux d'imposition en fonction. Aujourd'hui, le fait que le taux d'imposition sur la main-d'œuvre soit progressif peut ne pas inciter suffisamment à embaucher⁴⁰. Or, dans le contexte actuel de TCP de petite taille et de faible intensité capitalistique et technologique, le développement d'entreprises pouvant réaliser des économies d'échelle – dans certains secteurs particuliers – serait nécessaire. L'important n'est pas seulement de se préoccuper du surproduit que l'on pourra s'accaparer à court terme mais aussi de celui qui sera aliéné à moyen et long terme.

Un autre moyen d'aliénation d'une partie du surproduit du secteur non étatique est le système de crédit, les intérêts remboursés par les entreprises constituant le surproduit aliéné. Une condition importante en est que ce système de crédit reste dans les mains d'un secteur bancaire étatique.

La redistribution dans le secteur socialiste à partir de l'économie privée ne pourra s'opérer directement que lorsque les ressources de l'économie privée, accumulées par le système bancaire sous forme de dépôts, se répartiront dans l'économie privée sur la base d'un plus fort intérêt des prêts, et la différence entre la somme globale de ce qui est payé par la banque pour les dépôts et de ce qu'elle reçoit sous forme d'intérêt des prêts et d'autres formes de rémunération de ses services, entrera dans le fonds d'accumulation socialiste⁴¹.

L'accaparement d'une partie du surproduit du secteur non étatique a une portée doublement stratégique. Il ne sert pas seulement à alimenter le budget des secteurs improductifs mais aussi la reproduction simple et élargie du secteur productif d'État, c'est-à-dire un accroissement potentiel du surproduit que l'on pourra retirer par la suite des entreprises d'État, indispensable pour assurer sa survie, accroître son efficacité, sa taille et donc la quantité de ressources contrôlées directement par le plan dans l'objectif ultime d'accroître la satisfaction des besoins sociaux.

Évidemment, la logique ne peut pas être purement économique, car la concurrence entre les secteurs « socialiste » et privé s'exerce également au niveau idéologique et politique. L'accroissement du surproduit créé à l'intérieur du secteur d'État, et l'augmentation à terme de la taille de ce dernier, doivent être accompagnés et subordonnés à la satisfaction croissante des besoins sociaux, et donc au développement du fonds de

40. Les avantages fiscaux sont beaucoup plus importants pour les IDE que pour les TCP et CNA depuis la nouvelle loi du 29 mars 2014 sur les investissements étrangers.

41. Préobrajensky Eugène, *La Nouvelle Économie*, op. cit., p. 148.

consommation collective et des salaires réels des travailleurs des entreprises de ce secteur. Le secteur d'État « socialiste » doit pouvoir montrer sa puissance, sa capacité à satisfaire de manière croissante les besoins sociaux de la population (consommation collective et individuelle) afin de rallier la majorité et tendanciellement l'ensemble des travailleurs à sa cause. Le caractère démocratique des prises de décision économiques et politiques doit également être développé afin d'accroître le sentiment de propriété des travailleurs. Le maintien et le renforcement de leur conscience économique est aussi une condition majeure afin d'amplifier les capacités d'arbitrage entre les intérêts individuels et collectifs et entre les objectifs de court terme et de long terme.

CONCLUSION

Cuba a engagé un processus de réformes économiques important depuis bientôt dix ans. Ce processus s'est mis en place après la reconnaissance du peu d'efficacité du système économique caractérisé par l'inefficacité du secteur productif d'État qui maintient et accroît la dépendance extérieure de l'île. La diminution du poids absolu et relatif du secteur d'État au bénéfice des secteurs privé et coopératif a pour objectifs à court terme l'accroissement de la production de biens et services et la création d'emplois pour les travailleurs quittant le secteur d'État. Mais elle a aussi des objectifs à long terme : accroître l'efficacité des entreprises d'État et réduire la dépendance extérieure.

La volonté des autorités cubaines est toujours, selon les discours et textes officiels, de « construire le socialisme ». En ce sens, le caractère transitoire de la cohabitation entre secteur d'État « socialiste » et secteur privé, et la nature de leur relation, doivent être problématisés. Sur ces questions les autorités cubaines restent assez floues, et les documents présentés au cours du VII^e congrès du PCC en avril 2016 ne nous donnent pas à leur sujet d'information plus concrète. Notre analyse, fondée sur de nombreuses données empiriques, montre qu'une coexistence pacifique, « éternelle » n'est pas possible entre les deux secteurs. L'État doit contrôler et se défendre contre les volontés d'expansion trop importante du secteur privé et remporter, à terme, la lutte économique, politique et idéologique qui est inévitable. Autoriser l'expansion du secteur privé doit donc être vu comme un repli stratégique, temporaire. Mais cette nouvelle configuration nécessite une transformation partielle du mode de gestion économique. Les techniques de planification doivent s'adapter et les politiques macroéconomiques doivent être perfectionnées, et ce afin de réguler le développement du secteur non étatique et de conserver le plus possible un rôle directeur au Plan de l'économie nationale. L'accroissement du secteur

non étatique est aussi une nouvelle source de surproduit pour le fonds d'accumulation étatique, qui doit permettre, par l'emploi approprié des instruments macroéconomiques, d'assurer une partie de la reproduction élargie des entreprises d'État afin de les rendre à terme plus compétitives dans la lutte qu'elles devront mener contre les secteurs non étatiques en pleine croissance. ■